

Publié le 13 septembre 2019

## Hong Kong : fièvre jaune et ombre chinoise

***Hong Kong traverse une crise politique sans précédent depuis la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine, en 1997. Depuis plus de cinq mois, des manifestations ont lieu quasi quotidiennement pour, notamment, dénoncer le recul des libertés et les ingérences grandissantes de Pékin dans les affaires de cette région semi-autonome. Quelles causes, quels enjeux et quelles perspectives ? Marie-Pierre Roux répond.***

Les manifestations ont débuté le 31 mars, en réponse à un projet de loi qui permettrait à Hong Kong d'extrader des résidents de son territoire vers la Chine continentale. Une menace pour l'indépendance de la justice de Hongkong et du principe «un pays, deux systèmes» qui régit la région administrative spéciale – autrement dénommée RAS – depuis 1997. Nombreux sont ceux qui, à Hong Kong, considèrent cet amendement de la loi sur l'extradition comme une violation flagrante de l'accord conclu avec le Royaume-Uni à l'époque. Accord qui garantissait à l'ancienne colonie «un degré élevé d'autonomie» et la possibilité de maintenir son propre système juridique et ses tribunaux pendant cinquante ans, soit jusqu'en 2047.

Depuis, la responsable de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, a annoncé que le projet de loi tant controversé sur les extraditions de suspects vers la Chine allait être retiré. Ce revirement a exaucé l'une des cinq requêtes des manifestants. Ceux-ci étaient près de 2 millions, selon les organisateurs, à descendre dans la rue le 16 juin, afin de maintenir la pression à l'égard de la Chine. Un record pour une ville peuplée de 7,2 millions d'habitants ! Néanmoins, l'annonce de ce retrait n'aura pas suffi à ramener l'ordre à Hong Kong. Au contraire, elle semble avoir renforcé la détermination des plus radicaux, qui maintiennent leurs «cinq demandes, pas une de moins».

Les quatre autres exigences du mouvement sont : la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur les violences policières, l'amnistie de tous les manifestants poursuivis en justice ou susceptibles de l'être, ainsi que la mise en place du système démocratique prévu par la Loi fondamentale signée en 1997, qui tient lieu de constitution à la région administrative spéciale de Hong Kong. Les contestataires réclament enfin l'abandon du terme «émeute» employé par le gouvernement pour qualifier les manifestations les plus violentes. À l'origine du conflit, en apparence, un simple fait divers : il s'agissait pour la Chine d'extrader un étudiant suspecté d'assassinat à Taipei et qui ne pouvait être jugé à Hong Kong. Une occasion que la République populaire de Chine n'a pas manqué de saisir pour rogner les libertés des hongkongais.

## Les forces de l'ordre accusées de collusion avec les triades

La police, chargée de la gestion de la crise par le gouvernement, et qui a semblé commettre des abus à de nombreuses reprises, est accusée de complicité avec les triades, une puissante mafia asiatique déclarée hors-la-loi par les communistes. Depuis, l'État chinois a revu sa position et compris l'intérêt de faire appel à ces structures mafieuses. Il s'en sert au gré des circonstances. En 1994, le chef du bureau de liaison avec Pékin affirmait : «Tant que ces gens sont patriotes, on doit s'unir avec eux.» Ces clans mafieux étaient d'ailleurs déjà intervenus aux côtés des forces de l'ordre en 2014, lors de manifestations.

Le 21 juillet dernier, quelques heures seulement après la fin d'une nouvelle manifestation pro-démocratique, une centaine d'hommes armés de bâtons et de baguettes métalliques – des membres présumés de la pègre criminelle organisée de Hong Kong –, vêtus de tee-shirts blancs pour se démarquer des manifestants, ont agressé et roué de coups plusieurs dizaines de personnes dans une station de métro. Quarante-cinq d'entre elles ont été hospitalisées, dont cinq dans un état grave, sans qu'aucune arrestation ne soit annoncée. La police ne s'est présentée qu'après la fuite des malfrats, et des officiers supérieurs ont été filmés avec ces derniers avant l'attaque. «La police hongkongaise est complice des triades», ont alors dénoncé dans un communiqué 24 députés pro-démocratiques du territoire chinois semi-autonome.

Selon certains observateurs, les gangsters «peuvent avoir agi de leur propre chef, pour prouver leur loyauté à Pékin, ou bien avoir été mobilisés par la machinerie du Parti communiste pour « donner une leçon » aux manifestants...»

## Un seul pays, deux systèmes... aux ordres de Pékin

«Hong Kong, c'est la Chine sans le communisme, puisqu'elle est composée en majorité de descendants de Chinois qui ont fui le continent à l'époque de Mao Zedong dans les années 1960», commente un expatrié français. La fuite massive des paysans cantonnais vers Hong Kong<sup>1</sup> en est une illustration. Devenue colonie britannique à la suite du traité de Nankin de 1842 (l'accord qui mit fin à la première guerre de l'opium), Hong Kong a été rétrocédée à la Chine en 1997.

À cette date, Deng Xiaoping, le «petit timonier» à la tête de la République populaire de Chine, proclame le principe «un État, deux systèmes». Il précise alors : «Notre politique consiste à appliquer le principe dit “un État, deux systèmes” ; pour parler plus précisément, cela signifie qu'au sein de la République populaire de Chine, le milliard et demi de Chinois habitant la partie continentale vit sous un régime socialiste, tandis que Hongkong, Macao et Taïwan sont régis par un système capitaliste. Ces dernières années, la Chine s'est attachée à redresser les erreurs “de gauche” et a élaboré, dans tous les domaines, une politique qui tient compte des conditions réelles. Cinq ans et demi d'efforts ont porté des fruits. C'est précisément dans cette conjoncture que nous avons avancé la formule “un État, deux systèmes” pour régler le problème de Hong Kong et de Taïwan.».

---

1 - *Chen Bing'an, Dataogang : Zhongguo gaige kaifang de cunshengzhen* (La grande fuite vers Hong Kong : aiguillon de la réforme et de l'ouverture chinoises), Canton, Guangdong renmin chubanshe, 2010.

## **Hong Kong plateforme financière mondiale de premier plan**

Après plusieurs mois de manifestations à Hong Kong, les banques commencent à s'inquiéter pour les perspectives de l'une des plus grandes places financières du monde. Avec son accès privilégié au marché asiatique – et chinois en particulier –, Hong Kong a connu une expansion sans précédent ces dernières années. Troisième place financière mondiale, le marché de Hong Kong est aujourd'hui principalement utilisé pour l'introduction en Bourse de sociétés chinoises, immobilières notamment.

Mais si Hong Kong figure parmi les cités les plus riches du monde – la ville abrite en effet l'une des plus grandes concentrations de milliardaires au monde (il y en aurait 69 selon l'institut Forbes) –, des inégalités existent. 20 % de la population de l'archipel vit en dessous du seuil de pauvreté. La crise politique peut donc être aggravée par une crise sociale. De fait, l'arrivée de riches chinois qui blanchissent l'argent dans l'immobilier et provoquent une surenchère des prix alimente le ressentiment des hongkongais. Même colère vis-à-vis des jeunes chinois du continent, souvent diplômés des grandes universités américaines et britanniques, qui accèdent à des postes plus rémunérateurs que les hongkongais.

D'autre part, la guerre commerciale de Donald Trump qui pèse sur la Chine a nécessairement des effets sur le territoire semi-autonome. D'ici la fin de l'année, la totalité des importations américaines en provenance de Chine sera surtaxée. Ce qui devrait représenter, sur la base de 2018, 540 milliards de dollars. Le secrétaire aux finances de Hong Kong, Paul Chan Mo-po, a lui-même déclaré que l'économie locale avait ralenti en 2018 en raison de tensions commerciales.

Le statut de Hong Kong, différent de celui de la Chine, comme on l'a souligné précédemment, lui permet toutefois de jouir d'avantages commerciaux hérités des Britanniques. Un point que le Congrès américain pourrait bien reconsidérer du fait de cette guerre commerciale avec la république chinoise. La dirigeante pro-Pékin de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, a averti que tout changement dans ses relations économiques avec Washington menacerait leurs «intérêts mutuels». On constate que la croissance de Hong Kong, qui affiche aujourd'hui 2 % à 3 % par an, est plus faible que celle de la ville de Shenzhen, sa concurrente socialiste de Chine continentale, qui atteint elle plus de 7 %.

La Chine veut désormais faire de cette ville, capitale du high-tech chinois, un «nouveau type de centre financier mondial». Le comité central du Parti communiste chinois a donc décidé le 24 juillet que Shenzhen devait devenir «une zone pilote de démonstration du socialisme à la chinoise». Tout un programme !

## **Une intervention militaire peu probable**

Certains analystes observent des signes avant-coureurs inquiétants qui ne sont pas sans rappeler, selon eux, les événements tragiques de la répression de la place Tian'anmen en juin 1989. D'autres estiment cependant que Pékin pourrait renoncer à une intervention militaire, risquée pour le statut de place financière mondiale de Hong Kong, dont la Chine est la première bénéficiaire.

Pékin a su profiter sans complexe de la prétendue autonomie de Hong Kong, inscrite dans la Loi fondamentale de 1990. Ce statut particulier a permis à la ville de devenir le premier centre financier

d'Asie, mais également de faire le lien entre les économies chinoise et mondiale. Il est donc probable que Pékin souhaite préserver les apparences d'autonomie de Hong Kong. Dès lors, quel intérêt pour la Chine de perdre sa vache à lait ? Le gouvernement chinois ne peut, a priori, déployer ses troupes qu'à la demande du gouvernement local, en raison de l'autonomie de celui-ci.

Mais l'article 18 de la Loi fondamentale prévoit cependant une exception majeure. Il indique que les lois nationales ne s'appliquent pas dans la Région administrative spéciale à l'exception de celles qui concernent la défense. Ainsi la Commission permanente de l'Assemblée populaire nationale peut «décider de déclarer l'état de guerre, en raison de troubles au sein de la Région administrative spéciale de Hong Kong qui mettent en danger l'unité ou la sécurité nationale et échappent au contrôle de la Région». Donc sauf à déclarer un état de guerre, l'Armée Populaire de Libération (APL) ne devrait pas pouvoir être déployée à Hong Kong.

Pékin s'est en fait abstenu de déployer ses troupes, non pas en raison de contrôles constitutionnels, mais parce qu'elle dispose d'autres outils de répression, tels que la police. Le 29 juillet, un porte-parole de la Chine continentale a souligné que la police de Hong Kong bénéficie du plein soutien de Pékin pour «punir les actes violents et illégaux» des manifestants «radicaux». Le même jour, le Quotidien du peuple, le journal officiel du Parti communiste chinois, a appelé à une action policière «énergique» et tenté de dissiper les craintes d'un usage de la force excessif.

## **Les États-Unis accusés d'ingérence via des ONG**

L'Amérique, quant à elle, est pointée du doigt par les médias et le gouvernement chinois, qui l'accusent de fomenter une révolte à Hong Kong. «Les États-Unis ne se contentent pas d'un soutien oral manifeste à Hong Kong, mais recourent à un soutien financier», a déclaré une chaîne de télévision chinoise. Les journalistes affirment même que le fonds de dotation a agi de concert avec la Central Intelligence Agency «dans des actions secrètes contre les gouvernements». Un rapport de 42 pages publié récemment par le ministère chinois des Affaires étrangères a mis l'accent sur la National Endowment for Democracy (NED), une organisation financée par le Congrès américain, fondée en 1983 pour soutenir la diffusion de la démocratie et des droits de la personne dans le monde, l'accusant de soutenir une révolution à Hong Kong. La NED est un organisme considéré par ses détracteurs comme un substitut de la CIA. Un de ses fondateurs expliquait au Washington Post en 1991 que «bien des actions engagées par la NED étaient faites clandestinement par la CIA vingt-cinq ans auparavant.»

William Colby, l'ancien directeur de la CIA, déclarait lui aussi en 1982, dans le même quotidien, à propos du programme de la NED : «Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous-main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse». Pour sa part le Président américain a appelé à une résolution pacifique de la crise politique tout en rappelant qu'il revenait à la Chine de gérer ce conflit.

Jusqu'à présent, Pékin a tenu le pari de Den Xiaoping : elle a maintenu le statut spécial de Hong Kong, tout en érodant son autonomie de facto, sans avoir à recourir à des mesures extrêmes, comme l'envoi de l'armée. Les manifestants de Hong Kong se sentent-ils à l'abri des représailles à l'idée

que Pékin hésiterait à sévir violemment avant le 1er octobre, date de la célébration du 70e anniversaire de la République populaire de Chine ? Quels que soient les événements à venir, on ne peut que constater que la cité de Hong Kong, qui était connue jusqu'à présent pour son mercantilisme démesuré, est en passe de devenir un modèle pour la dissidence politique.

Marie-Pierre Roux

Sources : *Foreign Affairs*, *New York Times*, *Les Échos*, *Le Monde*.

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)